

La conquête de l'alliance bavaroise par la diplomatie française (1532-1745) Die Durchsetzung der französisch- bayerischen Allianz durch die französische Diplomatie (1532-1745)

RENÉ PILLORGET

Les relations franco-bavaroises aux XVI^e et XVIII^e siècles ne se laissent pas intégrer dans un schéma rhétorique simple¹. Deux épisodiques traités, en 1532 et 1631, n'interrompent nullement une longue période d'entente entre Wittelsbach de Munich et Habsbourg de Vienne. Puis, de 1670 à 1680, un accord secret engage l'Électeur à l'égard du roi de France. Il ne s'agit encore que de la défense de sa neutralité. Ce n'est qu'à partir de 1701 et surtout de 1740 que se trouve conclue une véritable alliance, politique et militaire, fruit de l'antagonisme des maisons de France et d'Autriche, et de l'ambition de l'Électeur Charles Albert. Elle trouve sa consécration dans la promotion de celui-ci à la dignité impériale. Puis, avec le renversement des alliances (1756), elle perd beaucoup de son intérêt pour la France.

François I^{er} voit dans les ducs de Bavière de possibles alliés contre Ferdinand, frère de Charles Quint. Sa diplomatie aboutit au traité signé à Scheyern, près de Munich, le 26 mai 1532. Les ducs Guillaume IV et Louis X ne l'ont conclu que pour faire restituer son douaire à leur sœur Sabine par l'époux de celle-ci, Ulrich de Wurtemberg². À cette occasion, des agents du roi, chargés d'écus, ont emprunté la route Soleure-Saint-Gall-Lindau-Munich. Certes, un duc de Bavière menacé par son voisin autrichien pourrait faire appel au roi. Mais une concentration des forces de celui-ci dans l'est du royaume serait insuffisante pour le sauver. Seule menace efficace, il faudrait qu'une armée passe le Rhin. Or Munich est proche de l'Autriche, alors que, pour porter secours aux Bavarois, une armée française devrait parcourir une longue distance et franchir ou contourner la Forêt-Noire. À cause également du droit, force morale impliquant loyauté à l'égard de l'empereur, les ducs de Bavière entretiennent avec celui-

Die bayerisch-französischen Beziehungen des 16. bis 18. Jahrhunderts lassen sich nicht mit einfachen Worten darstellen.¹ Zwei episodenhafte Verträge der Jahre 1532 und 1631 unterbrechen keineswegs eine lange Zeit des Einvernehmens zwischen den Wittelsbachern in München und den Habsburgern in Wien. Dann aber, von 1670 bis 1680, verpflichtet ein geheimes Abkommen den Kurfürsten gegenüber dem König von Frankreich. Es geht zunächst nur um die Verteidigung seiner Neutralität. Erst ab 1701 und vor allem ab 1740 wird ein echtes politisches und militärisches Bündnis geschlossen. Es war die Folge des Gegensatzes zwischen Frankreich und Österreich sowie des Ehrgeizes des Kurfürsten Karl Albrecht. In dessen Kaisertum findet dieses Bündnis seine höchste Bestätigung. Durch die Umkehrung der Bündnisse von 1756 hat Frankreich dann kein großes Interesse mehr daran.

Franz I. sieht in den Herzögen von Bayern mögliche Verbündete gegen Ferdinand, den Bruder Karls V. Seine Diplomatie führt am 26. Mai zur Unterzeichnung des Vertrags von Scheyern, in der Nähe von München. Die Herzöge Wilhelm IV. und Ludwig X. haben ihn lediglich abgeschlossen, um das Wittum für ihre Schwester von ihrem Ehemann, Ulrich von Württemberg,² zurückzuerhalten. Bei dieser Gelegenheit nehmen die Gesandten des Königs, mit Talern beladen, die Strecke über Solothurn, St. Gallen und Lindau nach München. Sicher, ein bayerischer Herzog, der von seinem österreichischen Nachbarn bedroht wurde, konnte sich an den französischen König wenden. Doch eine Marsierung von dessen Truppen im Osten Frankreichs hätte nicht ausgereicht, um ihn zu retten. Die einzige wirksame Drohung wäre: Eine Armee müsste den Rhein überschrei-

ci, de 1532 à 1670, de bonnes relations. Elles sont fortifiées par leur commune foi catholique, ainsi que par le mariage du duc Albert V et d'Anna, fille de l'empereur Ferdinand I^{er}. Leur fils, le duc Guillaume, n'a aucune raison de rechercher une alliance avec la France, d'ailleurs en proie à la guerre civile. Leur petit-fils Maximilien (1573-1651) n'agit à Donauwörth³ en 1607 que conformément à un ordre impérial. Il refuse en 1614 d'être candidat au trône impérial contre son cousin Ferdinand de Styrie. Après la Défenestration de Prague⁴, la signature du traité d'Ulm (3 juillet 1620) due à la diplomatie française, donne à Maximilien et à Tilly l'assurance de n'être pas attaqués sur le flanc gauche de leur armée, et contribue à leur victoire de la Montagne Blanche. Mais cette intervention du duc d'Angoulême n'a nullement été sollicitée par Maximilien. Elle s'inscrit dans le cadre général de la politique française d'alors⁵.

Maximilien reçoit de son cousin l'empereur le titre héréditaire d'Électeur et le haut Palatinat. Certes, Richelieu réussit à le rallier à l'alliance française (mai 1631). Mais il ne signe le traité de Fontainebleau que parce que les Suédois de Gustave Adolphe vont déferler sur l'Allemagne et qu'il espère épargner des ravages à son Électorat. Mais il renonce à faire la déclaration de neutralité qui en eût été la conséquence logique. Il voudrait être défendu par les Français contre les Suédois, tout en refusant de participer à toute action qui serait dirigée contre l'empereur. Aussi le traité reste-t-il lettre morte. La Bavière est terriblement ravagée. Après que Maximilien s'est ouvertement rangé aux côtés de l'empereur en septembre 1647, ses troupes comme celles de celui-ci sont battues par Turenne et Wrangel à Zusmarshausen, le 17 mai 1648. Le traité de Münster n'en confirme pas moins à Maximilien tous ses acquis.

Son fils Ferdinand Marie (1651-1679) est soumis jusqu'en 1654 à la tutelle de sa mère, Maria Anna, seconde épouse de son père et fille de Ferdinand II. Bien qu'incité par le

ten. Nun liegt München nahe bei Österreich, während eine französische Armee, um den Bayern zu Hilfe zu kommen, eine lange Strecke zurücklegen und den Schwarzwald durchqueren oder ihn umgehen müßte. Auch aufgrund der Rechtslage, deren moralische Kraft zur Loyalität gegenüber dem Kaiser zwingt, unterhalten die Herzöge Bayerns zu ihm von 1532 bis 1670 gute Beziehungen. Sie werden gestärkt durch den gemeinsamen katholischen Glauben sowie durch die Eheschließung Herzog Albrechts V. mit Anna, der Tochter Kaiser Ferdinands I. Ihr Sohn, Herzog Wilhelm, hat keinerlei Grund, sich um ein Bündnis mit Frankreich zu bemühen, das im übrigen einem Bürgerkrieg ausgesetzt ist. Ihr Enkel, Maximilian (1573–1651), handelt 1607³ in Donauwörth nur gemäß kaiserlichem Befehl. 1614 weigert er sich, gegen seinen Cousin Ferdinand von der Steiermark, Anwärter auf den Kaiserthron zu sein. Nach dem Prager Fenstersturz⁴ verleiht die Unterzeichnung des Vertrags von Ulm (3. Juli 1620), welcher der französischen Diplomatie zu

verdanken ist, Maximilian und Tilly die Sicherheit, nicht auf dem linken Flügel ihrer Armee angegriffen zu werden und trägt zu ihrem Sieg am Weißen Berg bei. Doch Maximilian hatte um dieses Eingreifen des Herzogs von Angoulême keineswegs gebeten. Es paßte in den allgemeinen Rahmen der damaligen französischen Politik.⁵

Maximilian empfängt von seinem Cousin, dem Kaiser, die erbliche Würde eines Kurfürsten sowie die Oberpfalz. Zwar gelingt es Richelieu, ihn in das französische Bündnissystem aufzunehmen (Mai 1631). Doch er unterzeichnet den Vertrag von Fontainebleau nur deshalb, weil Gustav Adolfs Schweden über Deutschland herfallen und weil er hofft, seinem Kurfürstentum Verwüstungen zu ersparen. Er weigert sich aber, eine Neutralitätserklärung abzugeben, was die logische Konsequenz gewesen wäre. Er möchte von den Franzosen gegen die Schweden verteidigt werden, aber gleichzeitig

D'après François de Troy, *Portrait de Marie Anne Christine Victoire de Bavière, Dauphine de France*, après 1679, Versailles, Musée national du château et des Trianons.
Nach François de Troy, *Porträt der Dauphine Maria Anna Christine*, geb. Herzogin von Bayern, nach 1679, Versailles, Musée national du château et des Trianons.



duc de Gramont, ambassadeur de Louis XIV, et par l'Électrice Henriette Adélaïde (fille de Victor Amédée de Savoie et de Christine de France, donc petite-fille d'Henri IV) à poser sa candidature au trône impérial, en 1658, Ferdinand Marie s'y refuse absolument. Il laisse élire le petit-fils de Ferdinand II, qui devient l'empereur Léopold I^{er}.

Mais une décennie plus tard, Maria Anna est morte. Louis XIV a gagné la guerre dite « des droits de la reine ». Sa puissance et son prestige permettent à ses diplomates de remporter à Munich un discret mais important succès. Par le traité du 17 février 1670, il est prévu que Ferdinand Marie refusera tout passage sur son territoire aux troupes de l'empereur, et que si celles-ci voulaient « le prendre de force », il s'y opposerait. Le roi lui accorde pour renforcer son armée 180 000 écus, plus 40 000 florins d'Allemagne par an. Conclu pour dix ans, ce traité prévoit le mariage du Dauphin avec la fille aînée de Ferdinand Marie. Il évoque, en cas de décès de Léopold I^{er}, une perspective encore plus brillante : Louis XIV empereur, Ferdinand Marie roi des Romains. Ce traité entre, évidemment, dans le cadre de la préparation diplomatique de la guerre de Hollande⁶.

Au cours de celle-ci, l'Électeur reste neutre. Seul de tous les seigneurs territoriaux, il conserve des relations avec Louis XIV. C'est en vain qu'il est adjuré par d'autres Électeurs de rompre avec lui. Toutefois, il se refuse à entrer en guerre à ses côtés, comme l'en pressent Henriette Adélaïde⁷ et l'envoyé français De La Haye-Ventelet. Il souhaiterait devenir un prince de la paix et comme le cardinal d'Estrées, ambassadeur de Louis XIV, que le traité final soit signé à Munich. Mais il l'est à Nimègue, et peu après la mort de Ferdinand Marie, le Dauphin épouse la princesse Marie Anne Christine, en vertu du traité de 1670.

Suivent vingt années (1680-1701) de retour à la politique d'entente avec la maison d'Autriche. Le fils de Ferdinand Marie, Maximilien Emmanuel, ne renouvelle pas le traité de 1670. Il participe à la lutte contre les Turcs dans les rangs impériaux. Il épouse Maria Antonia, fille de Léopold I^{er}. En 1691, il fait partie de la Grande Alliance et il est promu gouverneur des Pays-Bas espagnols. Mais après le décès de son épouse et de son fils Joseph Ferdinand⁸, qui était destiné, avec l'accord des puissances, à recevoir toute la succession d'Espagne (1699), Maximilien Emmanuel, remarié à Thérèse Cunégonde, fille du roi de Pologne Jean Sobieski, ambitionne une couronne royale. Dans l'espoir de l'obtenir, il revient à l'alliance française, le 9 mars 1701. Après la défaite de Höchstädt (13 août 1704), il se retire à Bruxelles, tandis que la Bavière

lehnt er es ab, an einer Aktion teilzunehmen, die sich gegen den Kaiser richten würde. Also wird der Vertrag nicht mit Leben erfüllt. Bayern wird furchtbar verwüstet. Nachdem Maximilian sich im September 1647 offen auf die Seite des Kaisers gestellt hat, werden die Truppen beider von Turenne und Wrangel in Zusmarshausen am 17. Mai 1648 geschlagen. Der Vertrag von Münster bestätigt Maximilian aber trotzdem in all seinen Errungenschaften.

Sein Sohn Ferdinand-Maria (1651–1679) steht bis 1654 unter der Vormundschaft seiner Mutter Maria Anna, der zweiten Ehefrau seines Vaters und Tochter Ferdinands II. Obwohl er vom Herzog von Gramont, dem Botschafter Ludwigs XIV., und von der Kurfürstin Henriette Adélaïde (Tochter von Victor Amadeus von Savoyen und Christine von Frankreich, Enkelin Heinrichs IV.) aufgefordert wurde, sich 1658 um den Kaiserthron zu bewerben, lehnt Ferdinand Maria dies strikt ab. Er läßt den Enkel Ferdinands II. wählen, Kaiser Leopold I.

Doch ein Jahrzehnt später ist Maria Anna tot. Ludwig XIV. hat den sogenannten »Krieg der Rechte der Königin« (Devolutionskrieg) gewonnen. Seine Macht und sein Ansehen erlauben es seinen Diplomaten, in München einen diskreten aber bedeutenden Erfolg davonzutragen. Im Vertrag vom 17. Februar 1670 ist vorgesehen, daß Ferdinand Maria den Truppen des Kaisers jeglichen Durchzug durch sein Territorium verbietet und sollten diese es »mit Gewalt versuchen«, würde er sich dem widersetzen. Der König gewährt ihm zur Stärkung seiner Armee 180000 Taler, dazu 40000 deutsche Gulden pro Jahr. Dieser Vertrag wurde für zehn Jahre geschlossen und sieht die Hochzeit des Dauphins mit Ferdinand Marias ältester Tochter vor. Für den Fall des Todes Leopolds I. wird eine noch glanzvollere Perspektive eröffnet: Ludwig XIV. Kaiser, Ferdinand Maria römischer König. Dieser Vertrag fügt sich offensichtlich in den Rahmen der diplomatischen Vorbereitung des französisch-niederländischen Krieges ein.⁴

In diesem Krieg bleibt der Kurfürst neutral. Als einziger von allen Landesherren unterhält er weiterhin Beziehungen zu Ludwig XIV. Vergeblich flehen ihn andere Kurfürsten an, mit ihm zu brechen. Zumindest weigert er sich, an seiner Seite in den Krieg einzutreten, wozu Henriette Adélaïde⁵ und der französische Gesandte De La Haye-Ventelet ihn drängen wollen. Er wäre gern ein Fürst des Friedens und wünscht, wie Kardinal D'Estrées, Botschafter Ludwigs XIV., daß die Endfassung des Vertrags in München unterzeichnet wird. Doch der wird in Nymwegen unterzeichnet, und

est occupée par les Autrichiens. Il erre de Bruxelles à Compiègne et à Namur, mais recouvre ses possessions et ses droits à la paix de Rastatt. Aussi, par un nouveau traité de Fontainebleau (20 février 1714), il revient à l'alliance française.

Son fils Charles Albert⁹ a, lui aussi, fait ses preuves contre les Turcs et épousé une archiduchesse, Maria Amalia. Dès son accession au pouvoir, il renforce financièrement et militairement son Électorat, afin de conquérir, le moment venu, l'héritage des Habsbourg – bien que les puissances aient reconnu

kurz nach Ferdinand Marias Tod heiratet der Dauphin gemäß dem Vertrag von 1670 die Prinzessin Maria Anna Christina.

Es folgen zwanzig Jahre (1680–1701) der Rückkehr zur einvernehmlichen Politik mit dem Haus Österreich. Der Sohn Ferdinand Marias, Max Emanuel, erneuert den Vertrag von 1670 nicht. Er nimmt am Kampf gegen die Türken in den kaiserlichen Rängen teil. Er heiratet Maria Antonia, Tochter Leopolds I., gehört 1691 zur Großen Allianz und wird zum Statthalter der spanischen Niederlande erhoben.

Arnould de Vuez, *Allégorie de l'alliance du Dauphin de France avec Marie Anne Christine Victoire de Bavière*, xvii^e siècle, Paris, musée du Louvre.

Arnould de Vuez, *Allegorie der Verbindung des Dauphins mit Maria Anna Christine*, geb. Herzogin von Bayern, 17. Jahrhundert, Paris, Musée du Louvre.



la Pragmatique Sanction de Charles VI, qui doit en assurer la totalité à sa fille Marie Thérèse. Au lendemain de la mort de cet empereur (20 octobre 1740), Frédéric II de Prusse s'empare de la Silésie. Charles Albert, soutenu lui aussi par la France, conquiert la Bohême et s'en fait couronner roi, le 8 décembre 1741. Puis il est élu empereur à Francfort le 24 janvier 1742 et couronné le 12 février. Après que Frédéric a abandonné la coalition antiautrichienne, et après la défaite française de Dettingen (27 juin 1743), la Bavière est de nouveau occupée, et cette fois, menacée d'annexion par les Autrichiens. Mais grâce à une nouvelle offensive française, Charles Albert, désormais Charles VII, peut la reconquérir. Sa mort est bientôt suivie de la paix de Fussen (22 avril 1745). Son fils Maximilien Joseph y renonce à toute prétention concernant l'héritage de Marie Thérèse. En prévision de la future élection impériale, il promet sa voix à l'époux de celle-ci, François Étienne de Lorraine.

Après la grande mutation du système d'alliances européen de 1756, la France, désormais liée à l'Autriche, ne porte plus à la Bavière un intérêt aussi vif qu'auparavant. Mais elle ne l'abandonne pas. Maximilien Joseph étant mort sans enfant, l'électeur palatin Charles Théodore lui succède. L'empereur Joseph II, fils aîné de Marie Thérèse, signe avec lui une convention de partage et fait occuper une partie de la Bavière par son armée. Frédéric II, hostile à tout agrandissement territorial des Habsbourg, lui déclare la guerre. La France offre alors sa médiation. La « guerre de Succession de Bavière » prend fin en janvier 1779. Un congrès, réuni à Teschen, n'accorde à Joseph II que le Quadrilatère de l'Inn. Pour l'essentiel, l'intégrité territoriale de l'Électorat est sauvegardée.

Ainsi, conséquence du renversement des alliances, la diplomatie française est devenue médiatrice entre la Bavière et l'Autriche ; entre l'ancienne et la nouvelle alliée.

1. Volker Press, « Frankreich und Bayern von der Reformation bis zum Wiener Kongress », dans *Deutschland und Frankreich in der frühen Neuzeit. Festschrift für Hermann Weber zum 65. Geburtstag*, Munich, 1987, p. 21-70.

2. Victor Louis Bourrilly, *Guillaume du Bellay, seigneur de Langey 1491-1543*, Paris, G. Bellais, 1905, p. 133, 149-172.

Robert J. Knecht, *Un prince de la Renaissance. François I^{er} et son royaume*, Paris, Fayard, 1998, p. 292-293, 299-301.

3. Ville impériale, en Souabe, sur le Danube, où eurent lieu des combats entre protestants et catholiques.

4. Acte de violence commis à Prague le 23 mai 1618 par les États de Bohême contre les représentants de l'empereur. Ce fut l'événement déclencheur de la guerre de Trente Ans.

5. « Ambassade extraordinaire de Mrs les Duc d'Angoulesme, comte de Bethume », Paris, BNF, département des Imprimés, Réserve des livres rares et précieux, Lg°90.

Aber nach dem Tod seiner Gemahlin und seines Sohnes Joseph Ferdinand, der mit Zustimmung der Großmächte dazu bestimmt war, das gesamte Erbe Spaniens (1699) anzutreten, strebt Max Emanuel, der mit der Tochter des Königs von Polen, Johann Sobieski, Theresia Kunigunde, wieder verheiratet ist, eine Königswürde an.⁶ In der Hoffnung darauf kehrt er am 9. März 1701 zum französischen Bündnis zurück. Nach der Niederlage von Höchstädt (13. August 1704) zieht er sich nach Brüssel zurück, während Bayern von den Österreichern besetzt wird. Er irrt von Brüssel nach Compiègne und Namur, erhält aber durch den Frieden von Rastatt seine Besitzungen und seine Rechte zurück. Durch einen neuen Vertrag von Fontainebleau (20. Februar 1714) kehrt er zum französischen Bündnis zurück.

Auch sein Sohn Karl Albrecht⁷ bewährte sich gegen die Türken und heiratet eine Erzherzogin, Maria Amalia. Von seiner Machtergreifung an stärkt er sein Kurfürstentum finanziell und militärisch, um sich zu gegebener Zeit das Erbe der Habsburger anzueignen, obgleich dieses gemäß der Pragmatischen Sanktion Karls VI., die durch die Großmächte gebilligt wurde, in seiner Gesamtheit dessen Tochter Maria Theresia zugesichert ist. Am Tag nach dem Tod des Kaisers (20. Oktober 1740) bemächtigt sich Friedrich II. von Preußen Schlesiens. Karl Albrecht, der ebenfalls von Frankreich unterstützt wird, erobert Böhmen und lässt sich am 8. Dezember 1741 zum böhmischen König krönen. Danach wird er am 24. Januar 1742 in Frankfurt zum Kaiser gewählt und am 12. Februar gekrönt. Nachdem Friedrich die antiösterreichische Koalition verlassen hat und nach der französischen Niederlage von Dettingen (27. Juni 1743) wird Bayern erneut besetzt. Dieses Mal droht die Annexion durch Österreich. Doch dank eines neuen französischen Angriffs kann Karl Albrecht, nunmehr Karl VII., Bayern zurückerobern. Bald nach seinem Tod folgt der Frieden von Füssen (22. April 1745). Sein Sohn Maximilian Joseph verzichtet auf jeden Anspruch auf das Erbe Maria Theresias. Im Hinblick auf die kommende Kaiserwahl verspricht er seine Stimme ihrem Ehegatten, Franz Stephan von Lothringen.

Nach der großen Veränderung des europäischen Bündnissystems von 1756 bringt Frankreich, das nun an Österreich gebunden ist, Bayern kein so lebhaftes Interesse mehr entgegen wie zuvor. Aber es gibt Bayern nicht auf. Da Maximilian Joseph kinderlos stirbt, tritt Kurfürst Karl Theodor von der Pfalz seine Nachfolge an. Kaiser Joseph II., Maria Theresias ältester Sohn, vereinbart mit ihm einen Länder-

6. Paris, MAE, Correspondance politique, Bavière, supplément 1, fol. 109-112.
7. Roswitha von Bary, *Henriette Adelaïde Kurfürstin von Bayern*, Munich, Süddeutscher Verlag, nouvelle édition 2004.
- Christine Pitzke, *Eine « welsche » Prinzessin in München. Die bayerische Kurfürstin Henriette Adelaïde 1636-1676*, Munich, Bayerischer Rundfunk, 1999.
8. Reginald de Schryver, *Max II. Emanuel von Bayern und das spanische Erbe. Die europäischen Ambitionen des Hauses Wittelsbach 1665-1715*, Mayence, von Zabern, 1996.
- Marcus Junkelmann, *Kurfürst Max-Emanuel von Bayern als Feldherr*, Munich, Utz, 2000.
9. Peter Claus Hartmann, *Karl Albrecht - Karl VII. Glücklicher Kurfürst. Unglücklicher Kaiser*, Ratisbonne, F. Pustet, 1985.
- Andreas Kraus, *Geschichte Bayerns*, nouvelle édition, Munich, Beck, 2004.

tausch und läßt einen Teil Bayerns durch seine Armee besetzen. Friedrich II., der jeder territorialen Vergrößerung der Habsburger feindlich gegenübersteht, erklärt dem Kaiser den Krieg. Frankreich bietet daraufhin seine Vermittlung an. Der »Bayerische Erbfolgekrieg« geht im Januar 1779 zu Ende. Ein in Teschen einberufener Kongreß gewährt Joseph II. nur das Innviertel. Die territoriale Integrität des Kurfürstentums bleibt im wesentlichen gewahrt.

1. Vgl. Volker Press, Frankreich und Bayern von der Reformation bis zum Wiener Kongreß. In: Deutschland und Frankreich in der frühen Neuzeit. Festschrift für Hermann Weber zum 65. Geburtstag, München 1987, S. 21–70.
2. H. L. Bourrilly, Guillaume du Bellay, seigneur de Langey 1491–1534, Paris, G. Bellais, 1905, S. 133, 149–172. – Robert J. Knecht, Un prince de la Renaissance. François I^{er} et son royaume, Paris, Fayard, 1998, S. 292–293, 299–301.
3. Schwäbische Reichsstadt an der Donau, wo zwischen Protestanten und Katholiken Auseinandersetzungen stattfanden.
4. Gewaltakt der böhmischen Stände gegen die Vertreter des Kaisers in Prag am 23. Mai 1618. Der Vorgang löste den Dreißigjährigen Krieg aus.
5. Außerordentliche Mission des Herzogs von Angoulesme, Graf von Bethune, Paris, BNF, département des Imprimés, Réserve des livres rares et précieux, Lg° 90.
6. Paris, MAE, Correspondance politique, Bavière, supplément 1, Fol. 109–112.
7. Roswitha von Bary, Henriette Adelaïde Kurfürstin von Bayern, 2. Aufl. München, Süddeutscher Verlag, 2004. – Christine Pitzke, Eine »welsche« Prinzessin in München. Die bayerische Kurfürstin Henriette Adelaïde 1636–1676, München, Süddeutscher Verlag, 1999.
8. Reginald de Schreyer, Max Emanuel von Bayern und das spanische Erbe. Die europäischen Ambitionen des Hauses Wittelsbach 1665–1715, von Zabern, Mainz 1996. – Marcus Junkelmann, Kurfürst Max-Emanuel von Bayern als Feldherr, München 2000.
9. Peter Claus Hartmann, Karl Albrecht – Karl VII. Glücklicher Kurfürst, unglücklicher Kaiser, Regensburg, F. Pustet, 1985. – Andreas Kraus, Geschichte Bayerns, München, Beck, 2004.